

Montréal au 19^e siècle : bilan d'une recherche

Paul-André Linteau and Jean-Claude Robert

Volume 13, Number 3, February 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1018103ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1018103ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Linteau, P.-A. & Robert, J.-C. (1985). Montréal au 19^e siècle : bilan d'une recherche. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 13(3), 206–223. <https://doi.org/10.7202/1018103ar>

Article abstract

This paper offers an assessment of the research project on the social history of Montreal in the nineteenth century conducted since 1972 by the Groupe de recherche sur la société montréalaise au 19^e siècle. The results are presented under four headings: industrialization, formation and mobility of the population, social classes and ethnic groups, organization of space. The authors put the various aspects of the project in the proper historiographical context and they offer some methodological reflections.

Montréal au 19e siècle: bilan d'une recherche*

Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert

Abstract/Résumé

Ce texte présente un bilan des travaux réalisés depuis 1972 par le Groupe de recherche sur la société montréalaise au 19e siècle. Les résultats sont présentés sous quatre thèmes principaux: l'industrialisation, la formation et la mobilité de la population, les classes et les ethnies, l'organisation spatiale. Les auteurs situent les enquêtes du groupe dans leur contexte historiographique et livrent quelques réflexions méthodologiques.

This paper offers an assessment of the research project on the social history of Montreal in the nineteenth century conducted since 1972 by the Groupe de recherche sur la société montréalaise au 19e siècle. The results are presented under four headings: industrialization, formation and mobility of the population, social classes and ethnic groups, organization of space. The authors put the various aspects of the project in the proper historiographical context and they offer some methodological reflections.

En 1972, une équipe de professeurs¹ du département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal créait le Groupe de recherche sur la société montréalaise au 19e siècle (GRSM). Celui-ci lançait un vaste projet de recherche sur l'histoire sociale de Montréal et obtenait pour ce faire des appuis financiers variés.² Après plus d'une décennie de recherche et de réflexion, nous avons senti le besoin de faire le point sur l'entreprise et d'en dresser un bilan.

Il faut dire qu'en 1972 le projet était novateur. Au Québec, l'histoire sociale urbaine en était encore à ses balbutiements.³ Il se faisait très peu de recherche sur le passé montréalais, hors les habituels travaux des amateurs de petite histoire. Une oeuvre magistrale avait été publiée une vingtaine d'années plus tôt par le géographe français Raoul Blanchard⁴, mais elle était peu utilisée par les historiens. Vers la fin des années 1960, de nouvelles synthèses étaient parues.⁵ Rédigées

par des auteurs en fin de carrière, elles contenaient une abondance d'informations utiles, à la façon des histoires de villes traditionnelles. Rien cependant n'y reflétait les transformations profondes qu'avait connues la science historique depuis la Seconde Guerre Mondiale.

Dix ans plus tard la situation s'est complètement transformée. L'histoire urbaine s'est solidement implantée au Québec, attirant d'ailleurs non seulement des historiens mais également des sociologues, des urbanistes, des historiens de l'art.⁶ Sur Montréal en particulier, la décennie 1970 a été marquée par un foisonnement de travaux, comme l'a révélé l'inventaire réalisé en 1980.⁷ Quelques constatations générales s'en dégagent. Un grand nombre de nouveaux travaux s'inspirent des perspectives et des méthodes de l'histoire sociale, se démarquant ainsi nettement des études antérieures. Quelques-unes des contributions les plus significatives sont des thèses de maîtrise et de doctorat, résultat de l'expansion des études supérieures dans les universités montréalaises. Il faut souligner enfin l'émergence de nouveaux groupes ou équipes de recherche.⁸

Il est indéniable que le GRSM a occupé une place de premier plan dans ce renouveau d'intérêt pour l'histoire de Montréal. Le groupe a réalisé d'importants dépouillements d'archives et de journaux, il a mis des recensements sur ordinateur, il a repéré et accumulé une abondante

*Une première version de ce texte a été présentée à la Canadian-American Urban Development: A Comparative Urban History Conference, à l'Université de Guelph, en août 1982. Nous remercions vivement nos collègues Jean-Paul Bernard et Joanne Burgess dont les commentaires nous ont été précieux pour la préparation de la version finale.

documentation. Les chercheurs qui dirigent le groupe, les étudiants qui travaillent sous leur direction et les assistants de recherche⁹ ont produit une vingtaine de rapports techniques, une trentaine de communications scientifiques, une vingtaine d'articles, une dizaine de biographies pour le *Dictionnaire biographique du Canada*, trois brochures, un livre et une douzaine de mémoires et de thèses.

Au-delà des considérations quantitatives, il faut dire que le groupe a dû assurer un rôle de pionnier et débroussailler le terrain. Les instruments de travail, par exemple, faisaient terriblement défaut. Il était absolument indispensable de construire un premier outil, une bibliographie sur Montréal au 19^e siècle. Forte d'un peu plus de 1,000 titres, elle fut mise à la disposition d'un grand nombre de chercheurs.¹⁰ Pour codifier les recensements et bien spatialiser les données, il a fallu inventorier tous les noms de rue ayant existé dans la ville au siècle passé.¹¹ Il fallait retracer dans les chartes de la ville l'évolution des limites des quartiers.¹² Nous avons aussi été amenés à préparer des descriptions ou des inventaires sommaires de certaines sources: rapports de la municipalité ou du Board of Trade, récits de voyage, archives du port, documents de Jacques Viger.¹³ Ce type de travail n'a pas laissé de traces éclatantes mais il a drainé, dans les premières années du projet, beaucoup d'énergies et de ressources.

Au-delà des dépouillements et des écrits, le GRSM a représenté un foyer intellectuel, un lieu de réflexion et de discussions. Le caractère stimulant du travail d'équipe a permis d'enrichir les textes de chacun des chercheurs. Il s'est reflété aussi dans la direction des thèses par des chercheurs du groupe. En retour, l'apport des étudiants s'est révélé extrêmement stimulant et novateur.

Tout au long de ce texte, il faudra se rappeler que les travaux mentionnés ne se limitent pas aux seuls résultats acquis dans le cadre du projet de recherche subventionné. Nous avons cherché à intégrer l'apport des thèses portant sur Montréal et réalisées par des étudiants sous la direction des professeurs membres du groupe. Nous avons aussi tenu compte des enquêtes que les chercheurs principaux ont menées individuellement, hors des cadres du projet, mais qui ont contribué à enrichir celui-ci. Il s'agit donc d'un bilan du GRSM à la fois comme équipe intégrée de recherche et comme foyer intellectuel. Ce bilan devrait permettre d'évaluer l'apport du groupe et de ceux qui ont gravité autour de lui à la compréhension de l'histoire de Montréal et de l'histoire urbaine. Il ne vise cependant pas à identifier tous les autres apports récents à l'histoire de Montréal.

Les ambitions initiales du groupe étaient vastes: étudier dans ses diverses dimensions une société urbaine en voie d'industrialisation. Ceci explique qu'il se soit engagé dans plusieurs directions: les structures de l'économie, les caractéristiques démographiques, la structure sociale, les groupes ethniques, l'organisation de l'espace.

Au point de départ, la démarche s'inspirait des grandes enquêtes d'histoire sociale réalisées en France. Mais elle était surtout marquée par l'exemple de Michael Katz et de sa recherche sur Hamilton au 19^e siècle. Très tôt cependant, l'équipe a pris ses distances face au modèle de la «New Urban History». Nous en reparlerons un peu plus loin, en nous livrant à quelques réflexions méthodologiques.

Auparavant, nous présenterons les résultats des recherches du GRSM en les organisant autour de quatre thèmes principaux: l'industrialisation, la formation et la mobilité de la population, les classes et les ethnies, l'organisation spatiale. Pour chacun de ces thèmes, nous rappellerons l'état de l'historiographie et de la problématique en 1972, puis nous préciserons l'apport subséquent des chercheurs du GRSM et des étudiants qui leur sont associés.

1. L'INDUSTRIALISATION.

L'une des principales questions et, probablement la question centrale que les membres du groupe se posaient en 1972, était la suivante: comment et dans quelles conditions s'est réalisé, à Montréal, le passage à la société industrielle? Ce processus, déjà bien étudié pour les villes européennes et américaines, présentait-il les mêmes caractéristiques dans la métropole canadienne.¹⁴

L'historiographie sur cette question n'était pas encore très développée. Sur la période initiale, dite pré-industrielle, on savait peu de choses. L'historiographie relative à la première moitié du 19^e siècle, de Creighton à Ouellet, avait surtout considéré Montréal dans son rôle de tête de pont du commerce international de divers *staples*. L'économie et l'organisation de la ville de cette période étaient mal connues et les secteurs autres que celui du grand commerce n'avaient guère été étudiés.

A l'opposé, le début de l'industrialisation montréalaise au milieu du 19^e siècle était un phénomène mieux connu, qu'avait d'ailleurs bien mis en lumière Raoul Blanchard, une vingtaine d'années plus tôt. Cependant, cette première industrialisation n'avait guère reçu d'attention dans l'historiographie canadienne du développement économique. Celle-ci avait tendance à minimiser ce point de départ, pour situer le véritable démarrage industriel au début du 20^e siècle. Il faut reconnaître, toutefois, que cette perspective était déjà, depuis quelques années, remise en question par les travaux d'historiens, tels Ryerson ou Hamelin et Roby, qui avaient dégagé la signification des premières phases d'industrialisation.¹⁵ Les recherches de Kilbourn¹⁶ et celles de Tulchinsky¹⁷ confirmaient cette nouvelle interprétation. Ces auteurs avaient bien montré l'ancienneté du phénomène d'industrialisation à Montréal et l'importance de certains secteurs de la production manufacturière. Mais il s'agissait de premières enquêtes et les travaux réalisés depuis indiquent que, tant Ryerson que Hamelin et Roby, sous-estimaient la

réalité. Il ne faut surtout pas leur en faire grief: la production industrielle était alors répartie en tant de secteurs et d'entreprises, dont plusieurs n'ont guère laissé de témoignage, qu'il fallait pour livrer toute la complexité du phénomène, mener de longues et nombreuses recherches.

Ces travaux avaient surtout permis d'identifier des secteurs de production et les principales entreprises. Ce faisant, ils mettaient plus l'accent sur la dimension économique du phénomène d'industrialisation que sur sa dimension sociale ou sur son impact dans l'espace.

En 1972, l'équipe du GRSM se situait plutôt dans l'optique de cette nouvelle historiographie, celle de l'industrialisation hâtive. Mais, elle abordait la question d'une façon différente de ses prédécesseurs. Sa démarche était influencée par la problématique de la transition d'un mode de production à un autre, qui était très présente dans la littérature européenne. Elle était influencée, aussi, et plus globalement, par tout le courant de l'histoire sociale, française et américaine. Même s'il restait flou, son concept d'industrialisation n'était pas strictement économique; il avait des dimensions sociales. Cela amenait à mettre l'accent sur le passage de l'artisanat à la manufacture, de la société artisanale à la société industrielle, à considérer non seulement les entreprises mais aussi toute la structure professionnelle et son évolution sous l'impact de l'industrie.

Les travaux du GRSM à ce sujet peuvent être regroupés autour de deux directions: l'économie urbaine pré-industrielle et l'industrialisation proprement dite.

L'économie urbaine pré-industrielle.

Pour parler adéquatement d'industrialisation, il importe de bien connaître ce qui existait auparavant, en particulier les structures économiques et sociales sur lesquelles elle se bâtit. Cet aspect de l'histoire de Montréal restait encore mal connu, en particulier pour la première moitié du 19^e siècle, période pour laquelle les historiens avaient surtout examiné l'économie rurale et le grand commerce international des matières premières. L'équipe s'est donc penchée en priorité sur les caractéristiques de l'économie montréalaise à l'époque de la ville commerciale. La recherche s'est rapidement centrée autour d'une date pivot, 1825. Ce choix s'appuyait sur la découverte d'un ensemble documentaire très riche accumulé par Jacques Viger et dont l'élément principal était un recensement détaillé de la population.¹⁸ Cette documentation a permis un examen beaucoup plus approfondi des décennies 1820 et 1830, avec une insistance plus grande sur 1825.

La première révélation qui en est ressortie a trait à l'importance du secteur de la fabrication dans l'économie montréalaise des années 1820. On y retrouve un peu plus d'un cinquième de la population active recensée par Viger et le tiers de toutes les professions relevées dans la ville. C'est

un secteur diversifié et nous avons pu constater qu'il est «encore majoritairement un monde d'artisans et d'apprentis, de petits producteurs indépendants, qui s'engage néanmoins vers la manufacture par certaines de ses productions».¹⁹ Certaines spécialisations émergent déjà: le cuir, le vêtement, la production alimentaire, les métaux, le matériel de transport et le travail du bois. La production montréalaise est donc caractérisée essentiellement par des biens d'équipement répondant aux besoins de l'activité commerciale de la ville, tels les navires ou les tonneaux. Elle se compare à celle des villes portuaires des États-Unis.²⁰

Une enquête plus approfondie menée par Joanne Burgess sur une production particulière, celle des chaussures en cuir, a permis de comprendre beaucoup mieux la nature de cette activité et les transformations qui commencent à s'y faire jour.²¹ Vers 1825, la production montréalaise des chaussures a acquis une certaine prééminence à l'échelle canadienne et a réussi à supplanter, en grande partie, les importations. Encore massivement artisanale, elle connaît cependant les phases initiales d'une transformation qui aboutira à l'industrialisation de la production. Dans les années 1820, la chaussure n'est plus seulement une affaire d'artisans mais, de plus en plus, une de commerçants. Quelques-uns ont commencé à produire en gros pour répondre aux besoins d'un marché qui dépasse les frontières locales. Ils ont même amorcé un processus de division du travail en donnant des sous-contrats à des artisans dont certains travaillent en atelier et d'autres à domicile. Les premières machines ne feront leur apparition à Montréal qu'en 1849 mais leur introduction aura été précédée d'une transformation profonde des structures de production et du développement de rapports capitalistes de travail: d'un côté des entrepreneurs et de l'autre des artisans dont les conditions s'approchent de plus en plus de celles des travailleurs salariés.

L'étude de Joanne Burgess met par ailleurs en lumière un autre phénomène important, soit le lien étroit entre fabrication et commerce. L'expansion de la chaussure montréalaise est facilitée par l'existence d'un réseau mis en place par les marchands montréalais et dont Gérard Tulchinsky a bien décrit quelques composantes.²²

Au-delà du poids de la fabrication, l'économie urbaine pré-industrielle nous est apparue à Montréal plus complexe que nous ne l'avions supposé. Le commerce reste évidemment l'activité principale, non seulement à cause des emplois qu'il génère directement, mais aussi à cause du poids qu'il exerce sur les autres secteurs d'activité. Cependant, même sur ce plan, il a fallu aussi vérifier les idées reçues. L'une des plus répandues, pour cette époque, est certainement celle de la domination du grand commerce canadien par les marchands de Montréal. Margaret Heap et Joanne Burgess ont tenté de vérifier cette impression en mesurant la place des marchands montréalais dans le commerce d'exportation du Bas-Canada, en comparaison avec ceux de Québec.²³ Grâce aux données contenues dans le *Quebec Commercial List*, dans

les *Blue Books* et dans diverses autres publications, il a été possible d'établir un tableau comparé des exportations faites depuis Montréal et Québec et, qui plus est, pour certaines années, d'identifier dans laquelle des deux villes sont situés les marchands responsables des expéditions. Les conclusions de cette étude remettent en cause l'image de la position dominante de Montréal pour les décennies 1820 et 1830. Certes, Montréal voit sa position s'améliorer pendant cette période, mais à un rythme somme toute assez lent. Il en ressort que «le monde des affaires de Québec conserve sa puissance, sa position dominante non seulement dans les exportations de bois, mais aussi dans celles d'autres produits. Le seul secteur où Montréal domine sur l'ensemble de la période, la principale composante de son commerce d'exportation, est la potasse». Cette première analyse, qui ne portait que sur l'exportation, devra être complétée par l'examen des données sur l'importation et par l'étude de l'évolution du groupe de marchands eux-mêmes et des rapports qui s'établissent entre ceux de Montréal et ceux de Québec. Ville commerciale importante, Montréal l'est indéniablement mais, pendant cette période, elle partage ce titre avec Québec qui est loin d'occuper la position secondaire qu'on a tendance à lui attribuer.

Le secteur foncier et immobilier attire également l'attention. Plusieurs des grands marchands montréalais y investissent un capital important et rassemblent des propriétés, principalement dans la vieille ville, mais aussi dans les faubourgs. Le fait que 10% de la population active soit rattachée au secteur de la construction, sans compter une certaine proportion des journaliers qui y oeuvrent probablement, indique bien l'importance de ces activités urbaines que l'on a souvent tendance à négliger.²⁴

Les données recueillies par Jacques Viger en 1825, montrent que 40,6% de la population active de la ville est formée de domestiques et de journaliers. Cette masse de travailleurs et travailleuses sans qualifications forme la base d'un prolétariat, d'une réserve de main-d'oeuvre qui sera disponible pour répondre aux besoins de l'industrie naissante.²⁵

Ces recherches ont mis en lumière la complexité de l'économie urbaine dans la période qui précède la première vague d'industrialisation du milieu du 19e siècle. Il est maintenant clair qu'à Montréal, on n'est pas passé d'une ville caractérisée par les marchands et les débardeurs à une autre faite d'industriels et d'ouvriers. L'économie urbaine pré-industrielle apparaît diversifiée et multiforme et cette constatation permet de mieux comprendre le processus d'industrialisation qui s'amorce.

L'industrie et l'industrialisation.

A compter de la fin des années 1840, la production industrielle devient un moteur de croissance extrêmement

important dans l'économie montréalaise. Pour bien saisir ce phénomène, il fallait en évaluer l'ampleur et en identifier les composantes. Pour tenter d'y parvenir, il a fallu reprendre, analyser et réorganiser les nombreuses informations contenues dans les résultats imprimés des recensements, retourner aux sources manuscrites de ces recensements, examiner des rôles d'évaluation, dépouiller les nombreux répertoires biographiques d'entreprises qui paraissent dans la seconde moitié du siècle, glaner des informations dans les journaux. L'ampleur même du matériel concernant l'industrie — et aussi de tout ce qui a certainement été perdu — rend plus difficile la tâche d'arriver à un portrait d'ensemble très détaillé. Malgré tout, certaines constatations peuvent être dégagées.

Il fallait d'abord clarifier la chronologie de l'industrialisation. Son point de départ était assez bien identifié, au tournant des années 1850, dans la zone autour du canal Lachine. Mais, que s'est-il produit ensuite? Quel a été le poids subséquent de cette implantation initiale? C'est un point que nous avons essayé de mieux établir. Les grandes étapes se dessinent maintenant plus clairement: celle des années 1850-1860, celle des années 1880 et celle du tournant du XXe siècle.²⁶

La thèse de Eve Martel, sur l'industrie montréalaise en 1871²⁷ montre l'ampleur des transformations telles qu'elles se présentent à la fin de la première vague d'industrialisation. Dans la plupart des grands secteurs de la production montréalaise, le passage à la grande industrie est chose faite. Les entreprises utilisant la vapeur et employant plusieurs centaines d'ouvriers sont nombreuses à Montréal au début des années 1870.

Pour la période postérieure, les recherches de Paul-André Linteau sur Maisonneuve ont mis en lumière le changement qualitatif qui se produit vers la fin du 19e siècle, avec l'expansion considérable d'entreprises s'appuyant sur une solide base acquise au cours des décennies précédentes. La période de croissance du début du 20e siècle prend ainsi un autre relief.²⁸

Le processus même du passage à la grande industrie a été scruté d'un peu plus près, en particulier dans les cas où l'artisanat local a été supplanté par la manufacture. La contribution la plus significative à cet égard est celle de Joanne Burgess sur l'industrie de la chaussure.²⁹ La division du travail et l'introduction de rapports capitalistes ont commencé à se manifester dans la production de chaussures dès les années 1820, comme nous l'avons vu. L'introduction de la machinerie et la mise en place de grandes fabriques se font graduellement au cours des années 1850 et 1860. Les premières machines, qui n'apparaissent qu'à certaines étapes de la production, entraînent un accroissement significatif du travail artisanal à domicile. Mais avec les années, sont introduites de nouvelles machines qui permettent d'éliminer



FIGURE 2. Cette vue, prise des tours de l'église Notre-Dame vers 1865, montre le quartier Saint-Laurent, l'une des zones résidentielles de la ville. En effet, on y aperçoit peu d'indices de présence industrielle; par ailleurs, la partie construite de la ville s'étend maintenant jusqu'à la hauteur de la rue Sherbrooke. Au premier plan, on aperçoit le toit de l'édifice de la Banque de Montréal construit en 1848 et la rue Saint-Antoine; le centre des affaires ne déborde pas encore la vieille ville.

SOURCE: APC, PA 51782.

le travail artisanal pour le remplacer par du travail salarié, faisant appel à une main-d'oeuvre beaucoup moins qualifiée.

Tout cela se réalise graduellement et le recensement de 1871 montre bien que, dans plusieurs secteurs où domine la production industrielle, l'activité artisanale continue à exister parallèlement. Ainsi, dans la chaussure, les sept plus grandes entreprises, qui ont manifestement atteint le stade de la fabrique mécanisée, contrôlent près de la moitié de la production alors que les 106 autres établissements, parmi lesquels on trouve de nombreuses échoppes où travaillent seulement une ou deux personnes, se partagent l'autre moitié. Et cette situation se répète dans plusieurs autres industries.

La modification des rapports de travail et l'élimination graduelle de l'artisanat ne touchent d'ailleurs pas seulement

le secteur manufacturier. Margaret Heap l'a montré dans le cas des charretiers où l'on voit, à l'occasion de la grève de 1864, comment le travail indépendant est menacé par l'apparition d'entrepreneurs en transport.³⁰

Une autre des préoccupations du groupe a été de clarifier l'image de la structure de l'industrie montréalaise, de sa répartition sectorielle, et d'inventorier les entreprises. Il s'agissait de mesurer la part respective de chacun des secteurs et les effectifs impliqués, mais aussi d'aller plus loin dans l'examen des caractéristiques de chacun d'eux. Il fallait prolonger les travaux de Tulchinsky sur les débuts de l'industrie du fer et de l'acier et élargir ceux de Kilbourn sur les entreprises ayant formé au début du 20^e siècle, la Stelco. Diverses données ont été accumulées sur le secteur du fer et de l'acier, si important dans l'industrie montréalaise du 19^e

siècle: repérage d'entreprises et cueillette d'informations partielles sur leur production, leur équipement, leur personnel, etc. . .³¹ Des renseignements semblables ont été recueillis pour plusieurs autres secteurs, mais le travail reste à poursuivre. Quelques éléments ont été utilisés dans certaines de nos études sur l'industrie³² ainsi que dans nos travaux sur la bourgeoisie montréalaise et dans certaines biographies d'hommes d'affaires.³³ L'ampleur du matériel à traiter, son caractère disparate, la qualité inégale de l'information rendront nécessaire la multiplication des études sectorielles afin d'en arriver à dresser un portrait beaucoup plus détaillé de la structure industrielle montréalaise de la seconde moitié du 19e siècle.³⁴

De cet ensemble de travaux, nous avons toutefois acquis la certitude que l'industrialisation de Montréal au 19e siècle a été un phénomène beaucoup plus important, plus substantiel et plus profond que tout ce qu'on avait pu en dire jusqu'ici. Quand se produira la grande expansion du début du 20e siècle, elle pourra s'appuyer, à Montréal, sur une base industrielle qui a des assises solides, sur une bourgeoisie capitaliste qui a acquis l'expérience de telles entreprises et sur une classe ouvrière nombreuse et faiblement rémunérée.³⁵

Dans l'étude de la ville industrielle, nous avons probablement succombé au début à un certain économisme et mis l'accent trop exclusivement sur l'industrie. Au cours des années récentes, nous sommes devenus plus sensibilisés à la nécessité de voir les dimensions non industrielles de la ville industrielle. Il y a à Montréal, à l'époque, une partie de la population, un certain nombre d'emplois qui sont là moins à cause des usines que par le fait même de l'existence d'un milieu urbain. Il est indéniable que l'industrie attire dans la ville de nouveaux venus mais la ville elle-même en attire d'autres: elle devient symbole de progrès, rêve de succès. La croissance d'une ville comme Montréal dans la deuxième moitié du 19e siècle ne peut pas s'expliquer uniquement par l'industrie même si celle-ci est un phénomène déterminant. Il y a donc lieu, dans ce cas, d'élargir les perspectives et de pousser la réflexion à la fois sur le concept d'industrialisation et sur celui d'urbanisation.

2. FORMATION ET MOBILITE DE LA POPULATION.

C'est au géographe Raoul Blanchard que l'on doit la première tentative d'analyse de la croissance de la population de Montréal. Dans la partie de son volume *L'Ouest du Canada français*³⁶ consacrée à la ville, il balise les grandes étapes de la croissance au 19e siècle, soulignant les renversements de majorité entre 1830 et 1870; c'est la période de la ville britannique, pour reprendre son expression. Les travaux de Blanchard ont donc représenté pour le groupe un point de départ important. S'y est ajoutée l'étude que Louise Dechêne a consacrée à la croissance de Montréal au 18e siècle.³⁷ En effet, si le géographe avait signalé les grandes lignes de la croissance de la population à partir des années

1820, la période antérieure demeurait obscure. L'apport de Louise Dechêne a permis de préciser les grandes étapes de la croissance avant cette date et de poser les premières mesures sous forme de taux annuels d'accroissement.

Une image de l'évolution démographique de la ville sur une période de deux siècles se dégageait de ces études: un 18e siècle marqué par un développement très lent, auquel succède une croissance accélérée à partir de 1820 environ. Celle-ci est stimulée par l'immigration britannique qui laisse son empreinte sur la ville, avant d'être relayée par l'arrivée des ruraux canadiens-français qui redonnent, à partir du recensement de 1871, une majorité francophone.

La problématique qui nous a guidé pour l'étude de la population n'est pas exclusivement axée sur la démographie historique; elle découle plutôt de notre conception de l'industrialisation comme phénomène social complexe; la population y joue naturellement un rôle de premier plan, à la fois comme facteur et comme résultante.

Les travaux du GRSM et de ses membres se sont orientés sur quatre points: l'analyse de la croissance, le bassin de population, la distribution spatiale interne et les aspects plus sociaux de la formation de la population.

Les étapes de la croissance.

Partant des taux établis par Louise Dechêne, les membres du groupe ont pu calculer les grandes étapes de la croissance démographique au 19e siècle. S'en dégage nettement l'accélération par rapport au siècle précédent, alors que le taux annuel dépassait rarement 1,7%: à partir du tournant du siècle, Montréal voit ses taux osciller autour de 3,5% et connaître des pointes de 5 et 6% durant les années de forte poussée démographique. De plus, alors qu'au 18e siècle la croissance de la ville se situait régulièrement à un niveau inférieur à celui de l'ensemble de la colonie, au siècle suivant, la tendance est renversée: la ville croît à un rythme plus rapide que le Bas-Canada. Cette analyse a également permis d'étudier l'impact des phénomènes migratoires. Certes le rôle de l'immigration britannique était connu depuis longtemps et Blanchard en avait souligné toute l'importance. Toutefois, on connaissait assez mal l'ensemble des phénomènes migratoires. En réalité il y a une double migration vers Montréal. A la première, d'origine britannique et qui débute vers 1815, se superpose une seconde, jusque là négligée, qui débute lentement vers les années 1840 et qui atteint un premier sommet durant les années 1852-1861. Cette dernière, qui se poursuivra tout au long du siècle, est celle des ruraux canadiens-français et elle vient relayer l'immigration britannique comme principal responsable de la croissance de population.³⁸ Les calculs effectués à cet égard par Jean-Claude Robert contredisent l'affirmation d'une désurbanisation des Canadiens français que soutient en particulier Fernand Ouellet.³⁹

Le bassin de population.

Au-delà de cette chronologie des migrations, il a été possible d'établir avec une plus grande précision les contours du bassin démographique de Montréal. Si les recensements donnent volontiers les lieux de naissance des immigrants, ils sont peu loquaces à propos des Montréalais nés dans le Bas-Canada. Trois sondages ont néanmoins permis de constater que la ville drainait d'abord sa région immédiate, c'est-à-dire celle qui s'étend des deux côtés du Saint-Laurent, du confluent avec l'Outaouais jusqu'à Berthier. À l'intérieur de cette région, il est ressorti que les paroisses de la rive nord envoient davantage de migrants que celles de la rive sud. Par ailleurs, et le fait mérite d'être souligné, un bon nombre de migrants sont nés dans la ville de Québec.⁴⁰

La différence remarquée entre les deux rives s'explique peut-être très simplement par la présence sur la rive sud d'un réseau de transport orienté vers les États-Unis. Pour l'habitant d'une paroisse située sur la rive sud, il est plus facile d'émigrer vers la Nouvelle-Angleterre.

La distribution spatiale.

La distribution spatiale de la population est un des premiers éléments qui permette de mieux connaître la structure sociale urbaine. Nous verrons plus loin d'autres éléments, comme la répartition des groupes ethniques et la différenciation de l'espace urbain, grâce auxquels nous déboucherons sur une analyse de la dynamique spatiale.

Dès le 18^e siècle, on observe que la population déborde le cadre étroit de la vieille ville pour s'installer également dans les faubourgs. Déjà en 1781, l'ensemble des faubourgs est plus peuplé que la vieille ville. Cette tendance s'accroît avec le 19^e siècle: en 1806, la vieille ville compte pour 34,2% de la population; dès 1842, cette proportion tombe à 15,0% pour finalement s'établir, en 1871, à un peu moins de 5%.⁴¹

Ce mouvement n'est pas uniquement dû à la croissance générale de la ville, il est de plus accéléré par le drainage, hors de la vieille ville, de la bourgeoisie et de certaines communautés religieuses. La première s'installe sur les pentes du Mont-Royal dans le quartier Saint-Antoine et les secondes, grandes consommatrices d'espace à cause de leurs fonctions multiples, se fixent à la périphérie de l'espace urbain bâti: les Soeurs grises à l'ouest et l'Hôtel-Dieu dans le quartier Saint-Laurent. Ainsi la vieille ville perd son rôle résidentiel et acquiert graduellement les caractères de ses fonctions dominantes: commerciales, industrielles et financières. Avec l'église Notre-Dame elle conserve néanmoins des fonctions religieuses.

La formation de la population.

L'étude de la formation de la population urbaine ne se limite pas à ces dimensions quantitatives. Il faut y ajouter

des éléments plus qualitatifs qui témoignent des conditions de vie de la population, de l'ensemble des expériences de vie collective partagées par une même classe ou encore par les habitants d'un quartier, etc . . . Dans ce domaine, la recherche du groupe n'a encore exploré que trois aspects: les conditions de vie, les rapports entre la structure des emplois et la population, et l'encadrement socio-culturel.

L'analyse des conditions de vie avant 1871 s'est surtout centrée sur les questions d'hygiène publique et de mortalité. Il faut dire qu'avant la mise sur pied d'un véritable bureau de santé municipal dans les années 1870, les sources sont peu nombreuses, même si l'on sent par ailleurs monter un intérêt pour ces questions. L'étude du choléra de 1832 apporte un premier éclairage sur les inégalités devant la mort.⁴² Curieusement, pour cette épidémie, la surmortalité semble déterminée non pas par l'appartenance sociale mais par l'ethnie: les Canadiens-français sont davantage touchés par la maladie même si cette dernière est apportée par les immigrants irlandais qu'elle n'a pas épargnés pour autant. Durant les années quarante et cinquante, des médecins montréalais et un réformateur d'origine britannique, P.P. Carpenter, font des analyses et des descriptions qui permettent de mettre en lumière la très forte mortalité urbaine et les conditions d'hygiène publique déplorable.⁴³ Ainsi la situation que décrit Terry Copp pour le tournant du siècle n'apparaît pas comme une situation nouvelle, liée à la croissance de la fin du siècle, mais bien comme l'aboutissement de décennies d'impréparation et d'absence d'intérêt. Comme le laisse tomber Carpenter, «Montreal is the city of wealth and death . . .» La poursuite du gain ne semble pas laisser de place à l'amélioration des conditions de vie et il faut attendre les grandes épidémies, comme celle de la variole en 1885, pour que les corps publics s'émeuvent. Entretemps la mort continue ses ravages et à partir des années soixante, on commence à entrevoir l'extraordinaire mortalité infantile qui sera longtemps caractéristique de la ville.

L'examen des migrations internes a permis de lever un coin du voile sur le rapport qui existe entre les emplois offerts en ville et la réponse des populations rurales. Une constatation se dégage: l'importance des professions non qualifiées, servant de professions d'accueil aux nouveaux urbains. Nous avons retrouvé, comme dans d'autres villes, le rôle urbanisant de la profession de domestique et des métiers liés à l'expérience antérieure en milieu rural.⁴⁴

La comparaison entre le rôle joué par l'emploi familial dans l'attraction des villes de la Nouvelle-Angleterre et le cas montréalais serait peut-être de nature à éclairer certains décalages ou certains flux migratoires privilégiant les premières à la seconde.

Enfin une dernière dimension, l'encadrement. L'analyse de l'encadrement religieux des montréalais s'est d'abord

centrée sur le cas des catholiques. De plus, l'étude a été menée par le haut, si l'on peut dire, dans la mesure où l'on a examiné les aspects socio-politiques de la rivalité entre l'évêque Bourget et les Sulpiciens, autour de la question de la division de la paroisse de Montréal.⁴⁵ Il apparaît très clairement que Ignace Bourget voit dans la multiplication des paroisses une façon plus adéquate d'assurer aux fidèles un service pastoral qui soit davantage près de ses préoccupations. La victoire tardive de l'évêque de Montréal lui permet de quadriller le territoire urbain avec des paroisses et ainsi d'encadrer de plus près la population catholique. Une étude récente sur une paroisse ouvrière de Montréal au tournant du siècle montre qu'il avait vu juste.⁴⁶

Dans ce domaine de la formation et de la mobilité de la population, les travaux de GRSM apparaissent comme très ponctuels. Il s'agit dans certains cas de travaux de base, nous pensons ici aux études sur les conditions de vie et la mortalité. Dans d'autres cas, il s'agit d'analyses fragmentaires qui n'explorent que partiellement une piste donnée et qu'il y aurait lieu de reprendre afin de les systématiser. Ainsi, toute la question de la mobilité géographique et sociale reste encore peu explorée et nous connaissons mal l'incidence dans ce domaine de l'appartenance sociale. Un instrument

fondamental pour y parvenir est le recensement nominatif. L'équipe du GRSM a pu faire informatiser les données des recensements de 1825, 1831 et 1842 ainsi que celles du rôle d'évaluation de 1851; des dépouillements partiels ont été effectués pour le recensement de 1861. L'analyse systématique de ces données que, faute de temps, nous n'avons pas encore pu compléter, devrait permettre de poursuivre cet effort.

Par ailleurs, les membres du groupe se sont ouverts à de nouvelles préoccupations au cours des années récentes. De nombreuses rencontres avec des collègues français, dans le cadre d'un projet de coopération, ont été à cet égard déterminantes. Les travaux des historiens français sur la sociabilité et sur la vie de quartier ont jeté un éclairage nouveau sur l'adaptation des populations à la vie urbaine.⁴⁷ Il y a là des perspectives stimulantes dont nous entendons tenir compte dans nos futurs travaux.

3. CLASSES ET ETHNIES.

L'étude d'une société urbaine pose le problème de sa stratification. Pendant longtemps, l'historiographie canadienne avait privilégié le clivage ethnique mais, au début



FIGURE 3. Ce panorama donne une bonne idée du développement de Montréal en 1865. L'ouverture récente du pont Victoria et les activités portuaires font de la ville la plaque tournante de l'économie canadienne. Au premier plan, on aperçoit le réservoir McTavish et le campus de l'université McGill.

SOURCE: APC, C-20312.

des années 1970, apparaissait une préoccupation grandissante pour l'étude des classes sociales. La démarche du GRSM a donc été marquée par cette double préoccupation.

Dès le départ, la problématique de l'équipe se distinguait d'une approche exclusivement ethnique et visait davantage à bien saisir la complexité des groupes sociaux en présence. S'appuyant sur une analyse de classe de la réalité urbaine, elle cherchait à rendre compte de l'histoire sociale de la ville en mettant en perspective les clivages ethniques, qu'on ne pouvait éviter dans ce cas.

L'historiographie de la question était très mince; sur les classes sociales proprement dites, il n'y avait à peu près rien si on excepte un article de J.I. Cooper sur la structure sociale montréalaise et quelques travaux qui posaient la question à une échelle plus vaste.⁴⁸ Du côté des groupes ethniques, à part les travaux de Raoul Blanchard, qui procédaient en quelque sorte à une mise en place des données et des phénomènes globaux, l'historiographie sur Montréal se bornait souvent à des idées reçues sur les groupes ethniques. Dans la majorité des travaux, l'accent est mis sur la division ethnique: on s'étend abondamment sur les grands conflits qui ont marqué les rapports entre les groupes et sur les manifestations d'intolérance. L'image qui est généralement dégagée est celle d'une division relativement étanche: à l'est, les Canadiens français, au sud-ouest, les Irlandais, à l'ouest, les Anglo-écossais. Il y aurait peu d'échanges et de contacts véritables. L'image un peu stéréotypée montre aussi des identifications ethnies-classes: les Anglais sont les patrons, les bourgeois; les Irlandais sont des manoeuvres en plus d'être à peu près tous des bagarreurs; les Canadiens-français forment une masse de travailleurs pauvres dominée par une élite ou petite-bourgeoisie de curés, de notaires et de marchands de détail, et les véritables hommes d'affaires sont chez eux l'exception rarissime.

La problématique du GRSM s'est assez tôt démarquée d'une telle historiographie. Dans un premier temps, la réflexion a porté sur un examen des différentes théories sur les classes sociales, de manière à pouvoir orienter les recherches. L'objectif était de trouver des façons concrètes de passer des données à une interprétation en termes de classe. Quant aux groupes ethniques, nous n'avons pas voulu les étudier en vase clos, comme une donnée fermée et presque immuable, préférant plutôt adopter une perspective dynamique. Les caractéristiques de chacun des groupes changent au cours du 19^e siècle. Il est important ici de se dégager de l'image d'homogénéité adoptée trop souvent. Nous avons voulu identifier, pour chacun, des caractéristiques sociales qui pouvaient se comparer avec celles des autres groupes. Au-delà de cette mise en place des caractères sociaux et ethniques, l'équipe était très préoccupée de préciser la relation dynamique entre l'ethnie et la classe. En particulier, à propos d'un réexamen des conflits ethniques, la question centrale était de savoir comment interpréter ces

luttons: les tensions entre Canadiens français et Canadiens anglais, entre les premiers et les Irlandais, relèvent-elles uniquement de la question nationale, ou de conflits et d'intérêts plus spécifiquement de classe, ou encore d'un subtil mélange des deux?⁴⁹

Par ailleurs, nous avons voulu dépasser les vues globales pour atteindre une analyse plus fine des groupes et de leur répartition dans l'espace et dans la société. Il s'agissait, en fait, de mieux préciser tant la géographie résidentielle que la géographie sociale des Français, des Anglais, des Écossais, des Irlandais, puis des Juifs, des Italiens et des autres groupes qui font leur apparition au tournant du siècle.

Les travaux de l'équipe peuvent être regroupés autour de cinq thèmes principaux: l'analyse des classes sociales, la géographie des groupes, la structuration ethnique de la bourgeoisie, la gestion des rapports ethniques et l'évolution des rapports de pouvoir.

L'analyse des classes sociales.

L'approche par les classes sociales était fondamentale pour l'équipe. Cependant, elle posait deux problèmes centraux qui sont liés: celui de la définition des classes et celui de l'identification de l'appartenance de classe de chaque individu. La question de la définition des classes sociales était prioritaire et nous avons dû chercher à clarifier nos positions très tôt, puisqu'elles conditionnaient une partie de la recherche, notamment au titre de l'analyse conceptuelle.

Dès la première année, un des membres de l'équipe a proposé un premier texte d'orientation. Cependant, il posait le problème d'une manière beaucoup trop spéculative et dogmatique pour servir de base opérationnelle.⁵⁰ L'équipe a entrepris une réflexion durant l'année 1973-1974, et dans la même foulée, elle s'est intéressée au rapport professions/classes. Comment à partir de renseignements sur la profession de beaucoup d'individus, peut-on arriver à l'identification des classes? Cette dernière question était au coeur de nos interrogations dès le point de départ.⁵¹

Cette réflexion a signifié, pour les membres du groupe, un retour aux grands textes de la sociologie des classes sociales, des discussions sur la théorie des classes, sur les catégories socio-professionnelles et un examen des principales grilles de classement mises au point et utilisées par les autres chercheurs. Ce long travail de réflexion nous a rendus assez critiques face aux différents essais de catégorisation sociale à partir des professions menés ici et là en Europe, aux États-Unis ou au Canada. Il nous a rendus aussi très prudents dans l'utilisation des instruments existants pour expliquer la situation montréalaise. L'optimisme naïf du début a vite fait place à la précaution: la structure professionnelle ne peut conduire, seule et directement, à la structure sociale. À l'instar des navigateurs de la Renaissance, nous poursuivions

une chimère: le fameux passage des professions aux classes n'existait pas. Les professions renseignent d'abord sur l'état de l'économie; pour atteindre les classes, il faut disposer de certaines autres données comme le niveau de richesse, le degré de pouvoir exercé, etc.

Cette démarche a conduit à la communication qu'a faite Jean-Paul Bernard au colloque d'histoire sociale de Chicoutimi en 1974.⁵² Elle a permis à l'équipe de se doter d'une définition plus opératoire des classes sociales reposant d'abord sur des critères d'ordre économique.

Dans ce domaine des classes sociales urbaines, l'équipe a mené quelques enquêtes et livré certains résultats. Les travaux du GRSM ont donc permis une mise en place des éléments d'analyse, mais elle reste à être systématisée.⁵³

Une géographie des groupes ethniques.

Suite à l'étude qu'a permis de faire le recensement de Jacques Viger, pour 1825, grâce aussi aux calculs de Jean-Claude Robert pour la période 1861-1871, et à ceux qu'a réalisés Paul-André Linteau pour les dernières décennies du siècle, la répartition des groupes ethniques dans la ville est maintenant connue de façon plus précise.⁵⁴ L'histoire et l'évolution de la polarisation sont mieux établies et surtout nuancées car au-delà de cette polarisation, des phénomènes de dispersion et la présence de minorités significatives dans tous les quartiers ont été mis en lumière. L'image d'étanchéité presque parfaite véhiculée par l'historiographie est ainsi mise en cause. Il faudra évidemment pousser beaucoup plus loin l'analyse, à l'intérieur de chacun des quartiers, au niveau des rues, des espaces de regroupements, des espaces de relations, et réfléchir sur la nature des contacts qui s'y sont établis. La géographie ethnique de Montréal apparaît souvent comme une géographie sociale: des travailleurs anglais ou irlandais vivant au milieu de leurs semblables canadiens-français, des bourgeois francophones s'établissant volontiers dans un environnement majoritairement anglophone.

Structure ethnique et bourgeoisie.

Dans sa volonté de contester l'image d'homogénéité sociale, l'équipe s'est intéressée à l'étude de la bourgeoisie canadienne-française ou, si l'on veut, du groupe francophone au sein de cette classe. La bourgeoisie francophone, et il y a de nombreux indices pour le 19^e siècle, existe bel et bien: il ne s'agit pas de quelques individus marginaux. On assiste, et plus nettement pendant la deuxième moitié du 19^e siècle, à l'émergence de nouvelles générations d'hommes d'affaires canadiens-français qui se manifestent dans divers secteurs d'activités et qui commencent à s'organiser comme en témoigne la création de la Chambre de Commerce de la Cité et du District de Montréal, à côté de son équivalent anglophone, The Montreal Board of Trade. Cette bourgeoisie semble véhiculer une idéologie ayant des composantes

typiquement libérales et valorisant le progrès matériel et le développement économique.⁵⁵ Elle a, avec son pendant anglophone, de nombreux points communs et partage avec celui-ci les mêmes objectifs généraux quant à la nécessité d'assurer la promotion et la croissance de Montréal. La comparaison des profils de carrières d'hommes d'affaires francophones et anglophones révèle d'ailleurs des similitudes étonnantes.⁵⁶

Il y a cependant des différences de niveaux au sein de cette classe: les francophones sont surtout présents au niveau intermédiaire et ils sont plus rares à celui de la grande bourgeoisie, massivement d'origine anglo-écossaise. On retrouve aussi des différences dans les secteurs d'activité, les Canadiens français se concentrant dans certains domaines qui leur sont plus facilement accessibles: ils sont proportionnellement moins nombreux dans l'industrie que dans le commerce de détail. Un aspect que nous avons pu mettre en lumière à l'aide de diverses études est l'importance du secteur foncier pour la bourgeoisie canadienne-française. C'est là un champ d'activité dynamique et beaucoup plus accessible pour les hommes d'affaires canadiens-français qui connaissent bien les conditions du milieu et qui n'ont pas à recourir, comme dans le cas de l'industrie, à une technologie empruntée de l'étranger et parfois difficile d'accès.⁵⁷ Nous reviendrons plus loin sur cette question.

Il apparaît maintenant clair qu'il y a à Montréal, au 19^e siècle, une bourgeoisie canadienne-française dont l'importance numérique et le poids économique semblent significatifs, à tout le moins au niveau de l'économie locale, de l'économie urbaine proprement dite. Il reste évidemment de nombreuses études à faire à ce sujet et il serait particulièrement éclairant de comparer des bourgeois anglophones et francophones ayant oeuvré dans un même secteur et à un même niveau.

La gestion des rapports ethniques.

Chercher à voir le phénomène ethnique sous un angle plus large signifie aussi réexaminer toute la question des rapports ethniques et de la manière dont on a tenté de les gérer. Cette préoccupation a été présente dans les réflexions du groupe, même s'il n'a pas mené une enquête systématique sur le sujet, se limitant à esquisser quelques pistes à partir de l'examen de certains cas.⁵⁸

Le pacte tacite de non-agression conclu par les groupes dirigeants à la suite de l'échec des Rébellions a surtout été présenté sous l'angle politique et à l'échelle de l'ensemble canadien. Quant à nous, nous avons voulu l'examiner dans son application concrète, dans le milieu le plus multiethnique du Québec, celui de la métropole. Dans un premier temps, il s'agissait moins de pousser des enquêtes, que de relire, avec des interrogations différentes, un certain nombre d'événements connus.

Une stratégie de cloisonnement institutionnel des ethnies est vigoureusement mise en place par les groupes dirigeants après 1840. Il s'agit de minimiser les conflits en encadrant chaque groupe dans un réseau serré d'institutions religieuses, éducatives, charitables, sanitaires et autres. En éliminant les possibilités de contacts on espère réduire le risque d'explosion. Même à l'intérieur de l'Église catholique la distinction ethnique s'accroît. Si au début on se contente de fournir aux Irlandais des prêtres de même origine, on leur concède bientôt leurs propres paroisses avec toutes les organisations qui y sont rattachées. Aux classes anglaises dans les maisons d'enseignement francophones succèdent des institutions distinctes. Au début du 20^e siècle, les Italiens obtiendront rapidement des paroisses nationales même si, dans leur cas, on n'est pas prêt à fractionner à nouveau le système scolaire.

Ce cloisonnement institutionnel semble avoir réussi à créer et à maintenir certaines zones d'étanchéité entre les groupes. Mais qu'en est-il des individus? Le travail, la rue, le débit de boisson, les plaçaient en contact interethnique quotidien. Comment ces rapports ont-ils été vécus? Comment s'imbriquent solidarités de classe et solidarités ethniques? Ce sont là des questions fondamentales que nous nous posons et auxquelles il faudra essayer de trouver des réponses.⁵⁹

D'ailleurs, malgré le cloisonnement, il y a eu des tensions, des conflits et des éclats sporadiques de violence. Il importe de s'interroger sur les composantes non ethniques d'événements comme l'émeute de la vaccination ou l'agitation rielliste de 1885.

Les rapports de pouvoir.

Les tensions ethniques sont, elles aussi, plus faciles à étudier, dans un premier temps, au niveau des groupes dirigeants. La politique suivie depuis 1840 en est une de bonne entente et de collaboration pour assurer le développement économique. La carrière de George-Etienne Cartier en fournit un bon exemple, comme l'a montré Brian Young.⁶⁰ Mais dans le dernier quart du siècle, l'accroissement numérique des Canadiens français et la montée de la bourgeoisie francophone provoquent une lutte pour le pouvoir dont l'enjeu est le territoire montréalais et le contrôle de son développement. Paul-André Linteau l'a perçu dans les débats sur l'avenir du port de Montréal qui posent le problème du développement de l'est de la ville, assise économique et politique de cette nouvelle bourgeoisie.⁶¹ Michael Gauvin l'a mis en lumière en étudiant la lutte entre les réformistes et la machine.⁶² Nous en avons vu d'autres manifestations dans l'histoire de cette période.⁶³

Ainsi, la société montréalaise apparaît comme relativement complexe. C'est une société où le clivage ethnique se superpose à la structure de classe, produisant parfois des effets inattendus, mais surtout imposant aux chercheurs une analyse très fine des angles d'incidence des

divers facteurs. Qu'on parle de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière, des institutions ou des quartiers, l'observateur se trouve toujours confronté à une réalité qui est le produit d'une médiation complexe.

4. LES COMPOSANTES DE L'ÉVOLUTION SPATIALE.

L'évolution spatiale de Montréal avait toujours été analysée d'une manière globale comme l'indiquent les travaux anciens de Raymond Tanghe et de Pierre Dagenais.⁶⁴ L'historiographie récente propose certains repères comme par exemple la distinction vieille ville — quartiers, que l'on sait remonter au 18^e siècle grâce aux travaux de Louise Dechêne, ou comme la spécialisation fonctionnelle de certains quartiers que les travaux de Jean-Claude Marsan⁶⁵ ont mis en évidence. Il faut bien dire que la connaissance de la dynamique spatiale de la ville ne tient guère de place dans les préoccupations des historiens.

La problématique du GRSM est différente. D'entrée de jeu, l'espace est considéré comme une donnée fondamentale du développement urbain; si l'on néglige cet aspect, il est impossible de bien saisir les forces responsables de l'évolution de la ville. De plus, et cela aussi est fondamental, l'espace ne constitue pas une donnée neutre, socialement indifférenciée. Tout au contraire, il représente, pour les divers groupes sociaux, un élément important à contrôler.

Les divisions de l'espace urbain.

La première préoccupation du groupe a été de dresser l'inventaire et la chronologie des divisions administratives de l'espace urbain. Ce premier repérage a permis d'identifier le moment du passage de la désignation floue de la vieille ville et de ses faubourgs à la délimitation précise de l'ensemble du territoire en divers quartiers. Toutes les limites utilisées durant le siècle, qu'il s'agisse des délimitations politiques ou religieuses, ont été examinées, puis établies systématiquement.⁶⁶ Ce travail a été l'occasion d'identifier les zones en croissance à divers moments du siècle.⁶⁷ Enfin, ce repérage a permis de mieux utiliser les sources disponibles en faisant connaître les problèmes d'instabilité des frontières et de la toponymie. Il s'agit donc d'une démarche tout-à-fait élémentaire, et même si elle exige beaucoup de temps, elle est néanmoins primordiale pour l'analyse subséquente.

Le contrôle de l'aménagement et le rôle du capital foncier.

Une fois l'espace urbain bien balisé, le groupe s'est tourné vers l'étude du contrôle de l'aménagement urbain. En utilisant le concept de capital foncier, nous avons mis en lumière certaines caractéristiques du cas montréalais à partir d'une analyse en coupe instantanée menée grâce aux documents préparés par Jacques Viger en 1825.⁶⁸

Cette analyse a fait ressortir l'importance de la propriété foncière pour la partie francophone de la bourgeoisie de la ville. Loin de n'être qu'un placement-refuge, de nature conservatrice, le capital foncier a fourni à ce groupe social le moyen de contrôle et de promotion de ses intérêts, lui permettant d'orienter l'aménagement de l'espace. Par exemple les activités foncières de la famille Viger sont essentielles au développement du quartier Saint-Louis.⁶⁹ A cinquante ans de distance, un autre capitaliste foncier, F.C. David, lotit, de concert avec des associés, ce qui deviendra le village Saint-Jean-Baptiste. Pour lui comme pour de nombreux autres promoteurs, le don de terrains pour la construction de l'église paroissiale apparaît comme un investissement rentable pour fixer la population dans la nouvelle agglomération.⁷⁰ Ces deux exemples illustrent l'aménagement à la pièce qui sera le lot de Montréal, mais aussi la stratégie des individus qui en sont les promoteurs et ultimement, les bénéficiaires.

Le développement de la banlieue.

Dans la seconde moitié du 19^e siècle, la question de l'aménagement des nouveaux espaces urbanisés prend de plus en plus d'importance à mesure que la ville se développe. Au-delà d'une vue globale du développement et de l'expansion des quartiers et de la banlieue, les travaux se sont surtout concentrés sur l'étude de cas.

La recherche la plus substantielle est celle que Paul-André Linteau a consacré à Maisonneuve. L'importance du capital foncier y est mise en lumière, mais de plus, l'étude de Maisonneuve a permis de voir comment se faisait, au niveau local et concret, la fusion et l'intégration des intérêts, parfois divergents, des différentes formes de capitalisme. La conjonction et l'interaction du capital foncier, du capital industriel et du capital commercial, a façonné la ville de Maisonneuve et orienté son développement et, ajoutons-le, son intégration éventuelle à Montréal.⁷¹ Quelques autres secteurs de la ville ont également fait l'objet d'un examen plus approfondi.⁷²

L'équipement urbain.

Le développement des équipements urbains a retenu également l'attention. Dans ce secteur, l'approche n'a cependant pas été systématique; le groupe s'est limité à certaines études de cas qui permettent de dégager des pistes de recherche: sur le développement de l'équipement sanitaire à Montréal, sur le port de Montréal et sur la création et le développement d'une infrastructure de services publics dans la ville de Maisonneuve.⁷³

Ces études, qui correspondent à des époques différentes, font ressortir un certain nombre de points. Le premier est l'importance et la prééminence que prennent au 19^e siècle, le développement des infrastructures économiques par rapport aux infrastructures sanitaires, sociales et culturelles. Le

second indique comment le contrôle du développement de ces infrastructures constitue un enjeu pour les divers groupes sociaux, voire ethniques. Enfin le troisième fait voir l'incidence des conceptions de l'urbanisme ou de l'hygiène publique de l'époque sur le développement local. Maisonneuve, par exemple, témoigne à sa façon du «city beautiful movement» qui a entiché un moment les promoteurs urbains au tournant du siècle.

La différenciation spatiale.

Après avoir vu les divisions de l'espace urbain, constaté l'importance du capital foncier, examiné le développement de la banlieue et celui des équipements urbains, l'équipe a été amenée à poser la question plus globale de la différenciation spatiale. Comment évolue la ville, quels sont les phénomènes à la base de la spécialisation fonctionnelle des quartiers, comment et où se fera l'intégration des nouveaux urbains, voilà autant de questions auxquelles il faudra éventuellement répondre.

Trois directions ont été explorées: la chronologie et les grandes lignes du phénomène pour Montréal avant 1871, l'importance du contrôle de l'encadrement religieux pour le développement urbain et l'intégration des banlieues à la ville. Au 19^e siècle Montréal est une ville qui connaît un processus de spécialisation fonctionnelle très caractérisé qui accentue le clivage entre les divers espaces urbains. La distinction vieille ville — quartiers, qui était de nature sociale et économique devient tout-à-fait différente au fur et à mesure que la bourgeoisie cesse d'y résider et que la vieille ville prend son caractère de centre des affaires et des services. Les quartiers eux se différencient non seulement au plan ethnique mais surtout au plan social: les quartiers ouvriers émergent et voient se creuser les caractères qui les distinguent des quartiers plus bourgeois. Dans certains cas, ces distinctions coupent un quartier en deux comme dans Saint-Antoine où le haut du quartier occupé par les riches résidences bourgeoises contraste avec la partie inférieure habitée par des ouvriers.

Ceci nous a amenés d'ailleurs à bien faire ressortir la diversité des environnements urbains face à certaines tendances idéalisantes qui avaient — et ont encore — cours dans divers milieux conservateurs. Nous ne pouvons pas souscrire à l'idée d'une ville idyllique au 19^e siècle qui aurait été gâchée par le développement et le progrès économique. Nous devons rétablir les faits et bien montrer que le séjour urbain agréable est une fonction de l'appartenance sociale: selon que l'on soit riche ou pauvre, les aménités de la vie urbaine sont adéquates ou presque inexistantes.⁷⁴

Sur un autre plan, nous avons souligné l'importance de la querelle qui oppose l'évêque de Montréal aux Sulpiciens. Au-delà des aspects purement religieux ou ecclésiastiques qui sont bien connus, il nous est apparu que c'était en fait tout



FIGURE 4. Cette photo du port de Montréal vers la fin du 19^e siècle (1880-1890) montre l'étendue des activités portuaires. On y voit l'ampleur des installations avec le silo, les hangars, le chemin de fer et l'éclairage. On remarquera également la coupole du marché Bonsecours et une partie de la chapelle de Notre-Dame-de-Bonsecours.

SOURCE: APC, C-73278.

l'avenir de l'aménagement urbain qui était en jeu. La vision qu'avait l'évêque d'une ville divisée en paroisses plus petites pour mieux encadrer les fidèles n'était pas celle des Sulpiciens et de leur vaste paroisse unitaire. Le triomphe éventuel de l'évêque signifie un type de développement urbain et surtout de sociabilité urbaine qui marqueront l'évolution de la ville. Enfin, les études consacrées aux banlieues ont analysé les bases de l'intégration de ces espaces à la grande ville.

5. APPROCHE ET METHODOLOGIE.

Le projet se situe à la croisée des influences des historiographies française et américaine. De la première le groupe a retenu deux choses. D'abord l'attention portée à la critique des sources et ensuite l'importance de bien poser la question des classes sociales, non seulement en termes de stratification, de division de la société en groupes, mais surtout comme élément fondamental du dynamisme du développement de la société.

De l'historiographie américaine nous avons retenu l'idée des grandes enquêtes collectives, mettant en oeuvre des sources dont l'ampleur décourageait facilement le chercheur individuel. Rappelons le *Philadelphia Social History Project* dirigé par Theodore Hershberg et, plus près de nous, le *Canadian Social History Project* dirigé par Michael Katz.⁷⁶ Au départ, nous partageons l'enthousiasme de ces chercheurs et aussi certaines des préoccupations de la New Urban History, en particulier sa volonté de bâtir une histoire sociale de la ville.

Certains éléments nous démarquent de ces grands projets. D'abord le point d'ancrage spatio-temporel. Pour le GRSM, il existe une spécificité montréalaise qui colore à sa façon les phénomènes socio-économiques. Ainsi, l'industrialisation de la ville a suivi un certain pattern général perceptible dans d'autres villes, tout en montrant des caractères proprement montréalais. Cela nous incite d'ailleurs à la prudence et au refus d'extrapoler trop rapidement, sous forme théorique, certaines conclusions de recherche.

A cet égard, il faut dire que notre perspective, tout en s'inspirant des modèles français et américains était aussi fortement ancrée dans l'historiographie québécoise et canadienne. Pour le groupe, l'étude de Montréal dépassait l'objectif d'une simple histoire urbaine. C'était un moyen de pousser plus loin la compréhension de certains problèmes plus spécifiquement canadiens ou québécois comme les modalités de l'industrialisation, ses effets sur la structure de classes et la structure ethnique, le «retard» industriel du Québec, la participation des francophones au développement économique, le comportement de la population, etc. Ainsi, le projet s'inscrivait en continuité avec les grands courants et les grands débats de l'historiographie nationale tout en marquant certaines ruptures.

Notre façon d'aborder l'étude de la population nous démarquait aussi des grands projets nord-américains. Il y avait alors un important courant qui mettait au premier plan l'étude des phénomènes de mobilité sociale et géographique ainsi que des transformations de la famille avec l'arrivée de l'industrialisation. Michael Katz, entre autres, s'inscrivait assez bien dans ce courant. Notre démarche était autre. Nous nous intéressions d'abord aux composantes sociales et économiques de la population, ce qui nous amenait à laisser de côté momentanément l'analyse détaillée des phénomènes démographiques et de la structure familiale.

Au-delà de ces deux approches le groupe a également fait des choix méthodologiques. D'abord, tout en ne refusant d'emblée aucune méthodologie, il n'a jamais privilégié les méthodes quantitatives. Certes nous avons toujours été préoccupés de mesurer et de quantifier les phénomènes sociaux. Nous avons eu recours à l'ordinateur pour traiter les données du recensement. Nous nous sommes cependant limités à des statistiques descriptives simples sans recourir à des modèles ou des instruments mathématiques sophistiqués.

A ce propos, nous nous sommes heurtés à un problème qui encore aujourd'hui n'est pas vraiment résolu, celui de la piètre qualité des recensements canadiens avant 1871. Il faudra que démographes et historiens en arrivent à une critique beaucoup plus détaillée de ces sources avant de se lancer dans des interprétations précises des phénomènes démographiques.

La préoccupation de la critique des sources a été constante pour l'équipe. Elle est un exercice aussi important que frustrant. En effet, la tentation est toujours très grande de passer immédiatement à la mise en oeuvre d'une source donnée sans en faire l'évaluation critique. Pourtant, beaucoup de démonstrations risquent d'être invalidées à cause des déficiences de la documentation. Par exemple toute l'analyse fine de la structure des emplois pour un recensement donné risque d'être remise en question par l'incohérence des listes nominatives lorsqu'on les examine de plus près.

Le GRSM a mis beaucoup de temps dans cette activité et même si les résultats ne sont pas très visibles, cela demeure un aspect important de sa méthodologie. Toutes les sources sont sujettes à caution et la seule existence d'une belle série chiffrée ne peut servir de garantie d'exactitude.

Un autre aspect de la méthodologie qui a suscité des remises en question est la mise en oeuvre des grandes sources sérielles, comme les recensements et les rôles d'évaluation. C'est tout le problème du niveau de l'analyse: doit-on privilégier l'étude exhaustive d'un phénomène ou plutôt procéder sur la base d'un échantillonnage.

Au début le groupe a choisi l'approche exhaustive et il a investi beaucoup de temps et d'argent pour informatiser les données des recensements de Montréal avant 1850. Cependant, au cours des dernières années nous avons été amenés à réévaluer cette stratégie fort onéreuse et nous prévoyons à l'avenir procéder par dépouillements sélectifs. Il reste néanmoins que le groupe dispose d'une banque de données qui a déjà servi de base à un certain nombre d'analyses et de travaux de maîtrise et de doctorat. Son exploitation n'est pas terminée.

Nous avons également retrouvé le problème de l'exhaustivité dans la dimension temporelle. Le GRSM s'intéresse à l'ensemble du 19^e siècle, ce qui représente une longue période. Il faut tenir compte de l'ampleur de la documentation et de l'évolution de la ville qui passe de 22,500 habitants en 1825 à plus du quart de million en 1901. Dans une première étape, nous avons fait le choix de retenir deux sous-périodes, soit celle des années 1820 et 1830 et celle des années 1850. Toutefois les travaux du groupe ne se sont pas limités à ces périodes. D'une part, certains phénomènes ne se laissent pas enfermer dans un cadre chronologique étroit et, d'autre part, les intérêts des chercheurs les ont quelquefois amenés à choisir une fourchette chronologique différente.

CONCLUSION.

Ainsi, après plus d'une décennie, le GRSM a produit une grande quantité de travaux, mais on a parfois l'impression que c'est peu en comparaison avec les questions qui restent en suspens. Cette situation s'explique aisément par les choix de départ. Le groupe abordait alors un champ de recherche nouveau en ce sens où jamais auparavant on ne l'avait étudié de façon systématique, sous tous ses aspects avec l'intention de rendre compte du dynamisme et de l'interaction de toutes ses composantes. Animés de l'idée de faire une histoire globale, totale, nous n'avons rien voulu écarter de nos enquêtes, visant la compréhension de l'ensemble des aspects de l'urbanisation de la ville.

Cette approche nous a donc amenés à projeter les chantiers de recherche dans beaucoup de directions à la fois. Ces divers chantiers nous ont permis de baliser un grand nombre

de pistes de recherche, d'élaborer des hypothèses et de recueillir des données. Depuis ce temps, toutefois, l'équipe a pu prendre un certain recul, dont témoignent à leur façon, les travaux récents de ses membres. Les mémoires et les thèses produits et en cours forment une autre dimension de cette réflexion. Le présent texte aussi, modestement, se veut un inventaire et un aide-mémoire sommaire qui permette de voir rapidement où se situe le projet après une douzaine d'années. Il constitue enfin une mise au point de nos réflexions sur l'histoire de Montréal.

Pour les chercheurs impliqués dans le projet, le GRSM demeure un véritable laboratoire pour l'étude et l'analyse de l'histoire de Montréal, et plus globalement, de l'urbanisation comme phénomène social. Par ailleurs, l'histoire de Montréal a connu récemment une véritable effervescence, stimulée par l'apparition d'autres groupes de recherche. Elle demeure un champ fascinant où il reste beaucoup à faire et qui prend de l'importance au fur et à mesure que l'on se rend compte du caractère fondamental de l'expérience urbaine du 19^e siècle sur la société canadienne et québécoise.

NOTES

1. La direction du GRSM a toujours été exercée en équipe. Cinq professeurs y ont participé, pour des durées variables: Jean-Paul Bernard (1972-1981), Paul-André Linteau (depuis 1972), Jean-Claude Robert (depuis 1973), Michel Grenon (1972-1975) et Joanne Burgess (depuis 1980).
2. A un moment ou l'autre, depuis 1972, le GRSM a bénéficié de l'appui financier des organismes suivants: le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (auparavant le Conseil des Arts); le Ministère de l'Éducation du Québec (Programme FCAC); l'Université du Québec à Montréal (fonds institutionnel de recherche); la Commission de coopération franco-québécoise.
3. Voir à ce sujet le premier bilan que dressait Paul-André Linteau, «L'histoire urbaine au Québec: bilan et tendances», *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 1 (février 1972): 7-10.
4. Raoul Blanchard, *L'Ouest du Canada français. Montréal et sa région*. Montréal, Beauchemin, 1953. 399 p.
5. Kathleen Jenkins, *Montreal. Island City of the St. Lawrence*, (Garden City, Doubleday, 1966), 559 p.; John Irwin Cooper, *Montreal. A Brief History*, (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1969), 217 p.; Leslie Roberts, *Montreal. From Mission Colony to World City*, (Toronto, Macmillan, 1969), 356 p.; Robert Rumilly, *Histoire de Montréal*, (5 vol., Montréal, Fides, 1970-1974).
6. Annick Germain, «Histoire urbaine et histoire de l'urbanisation au Québec», *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 3-78 (fév. 1979): 3-22; Paul-André Linteau et Alan F.J. Artibise, *L'évolution de l'urbanisation au Canada: une analyse des perspectives et des interprétations*, (Rapport no 5, Winnipeg, The Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 1984), 48 p.
7. Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert et Brian Young, «L'histoire de Montréal: bilan des recherches récentes», communication au congrès de la Société historique du Canada, Montréal, 1980. Ce bilan avait permis de relever plus de 125 titres relatifs à l'histoire de Montréal publiés au cours des années 1970.
8. Outre le GRSM, mentionnons celui sur l'histoire des affaires dirigé par Brian Young et Richard Rice (Université McGill), le Groupe de recherche sur les bâtiments en pierre grise, créé par Phyllis Lambert, le Groupe de recherche en art populaire, animé par Raymond Montpetit, ainsi que l'équipe de géographie historique animée par David Hanna et Sherry Olson.
9. Au total, 27 personnes ont travaillé comme assistants de recherche pour le GRSM. Parmi celles-ci, il faut mentionner l'apport exceptionnel de Joanne Burgess et Margaret Heap.
10. Paul-André Linteau et Jean Thivierge, dir., *Montréal au 19^e siècle. Bibliographie*, (Montréal, GRSM, 1972), 75 p.
11. Margaret Heap et France Galarneau, *Répertoire des rues de Montréal au XIX^e siècle*, (Dossier no 7, Québec, Direction générale du patrimoine, 1976), XIV-176 p.
12. Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, «Les divisions territoriales à Montréal au 19^e siècle», *Rapport 1972-1973*, (Montréal, GRSM, 1973), 32 p. et 4 cartes.
13. Ces textes ont été regroupés dans deux cahiers photocopiés publiés par le GRSM. Dans *Rapport 1972-1973* on trouve: J.-C. Robert, «Les publications de la cité de Montréal», 12 p. et «Les rapports du Montreal Board of Trade», 7 p.; J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Les tablettes statistiques de Jacques Viger (1825)», 22 et 19 pages; J.-C. Robert et Claude Théoret, «Le recensement de 1825», 15 et 7 p. Dans *Rapport et travaux, 1973-1975* on trouve: Monique Frappier, Margaret Heap et J.-C. Robert, «Montréal dans les récits de voyage: bibliographie», 50 p.; Pierre Brouillard, «Les archives du port de Montréal», 21 p. Voir aussi Pierre Brouillard, «Bref aperçu des archives du port de Montréal», *Archives*, 8, 1 (janvier-avril 1976): 10-15; P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Un recensement et son recenseur: le cas de Montréal en 1825», *Archives*, 8, 2 (sept. 1976): 29-36.
14. J.-P. Bernard, M. Grenon et P.A. Linteau, «La société montréalaise au 19^e siècle: préliminaires à une étude des classes populaires urbaines», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 1 (juin 1972): 149-150; P.-A. Linteau, «La société montréalaise au 19^e siècle: bilan des travaux», *UHR/RHU*, 3-73 (février 1974): 17-19.
15. Stanley-Bréhaut Ryerson, *Le capitalisme et la Confédération*, (Montréal, Parti Pris, 1972), version française augmentée de *Unequal Union*; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, (Montréal, Fides, 1971).
16. William Kilbourn, *The Elements Combined. A History of the Steel Company of Canada*, (Toronto, Clarke Irwin, 1960), 335 p.
17. Gerald J.J. Tulchinsky, *The River Barons: Montreal Businessmen and the Growth of Industry and Transportation, 1837-53*, (Toronto, University of Toronto Press, 1977).
18. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Les tablettes . . .»; P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Un recensement . . .».
19. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «La structure professionnelle de Montréal en 1825», *RHAF*, 30, 3 (déc. 1976): 383-415.
20. Alan Pred, «Manufacturing in the American Mercantile City, 1800-1840», *Annals of the American Association of Geographers*, LV1 (June 1966): 307-325, repris dans K.T. Jackson et S.K. Schultz, ed., *Cities in American History*, (New York, A.A. Knopf, 1972): 111-142.
21. Joanne Burgess, *L'industrie de la chaussure à Montréal, 1840-1870: de l'artisanat à la fabrique*, (Thèse de M.A., histoire, Université du Québec à Montréal, 1977), 150 p.; «L'industrie de la chaussure à Montréal: 1840-1870 — le passage de l'artisanat à la fabrique», *RHAF*, 31, 2 (sept. 1977): 187-210.
22. G. Tulchinsky, *The River Barons*, chap. 3 et 4.
23. Joanne Burgess et Margaret Heap, «Les marchands de Montréal, le commerce d'exportation et le Bas-Canada, 1818-1838», communication au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Montréal, octobre 1978.
24. P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Propriété foncière et société à Montréal: une hypothèse», *RHAF*, 28, 1 (juin 1974): 45-65; J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «La structure . . .».
25. *Ibid.*
26. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Problèmes de la croissance urbaine: commerce et industrie à Montréal (1821-1891)», communication à une table ronde sur les méthodes de l'histoire urbaine, à l'École des hautes études en sciences sociale Paris, mai 1978; «L'industrialisation de Montréal au 19^e siècle», communication

- au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Montréal, octobre 1978.
27. Eve Martel, *L'industrie à Montréal en 1871*, (thèse de M.A., histoire, Université du Québec à Montréal, 1977), 168 p.
 28. Paul-André Linteau, *Maisonneuve ou comment des promoteurs fabriquent une ville (1883-1918)*, (Montréal, Boréal Express, 1981), chap. 4.
 29. J. Burgess, *L'industrie de la chaussure . . .*
 30. Margaret Heap, «La grève des charretiers à Montréal, 1864», *RHAF*, 31, 3 (déc. 1977): 371-395.
 31. L'histoire de la métallurgie fait présentement l'objet de deux thèses en préparation au département d'histoire de l'UQAM: le mémoire de maîtrise de Peter Bischoff sur «Les ouvriers mouleurs de Montréal, 1860-1880» et la thèse de doctorat de Robert Tremblay sur «Le développement de l'industrie de la métallurgie à Montréal, 1820-1860».
 32. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «L'industrialisation . . .»; J.-C. Robert, *Montréal 1821-1871. Aspects de l'urbanisation*, (Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1977), p. 277-301; P.-A. Linteau, *Maisonneuve . . .*, chap. 4; P.-A. Linteau et Sylvie Taschereau, planche sur les transformations économiques de Montréal entre 1880 et 1932, en préparation pour l'Atlas historique du Canada.
 33. J.-C. Robert, «Les notables de Montréal au XIXe siècle», *Histoire sociale / Social History*, VIII, 15 (mai 1975): 54-76; P.-A. Linteau, «Origine ethnique et mobilité au sein de la bourgeoisie montréalaise dans la seconde moitié du 19e siècle», communication au colloque Villes, migrants et ethnies, à l'Université du Québec à Montréal, octobre 1979; J.-C. Robert, «Joshua Bell, 1793-1863», *Dictionnaire biographique du Canada*, IX (1977); P.-A. Linteau, «Charles-Séraphin Rodier» et «Jean-Baptiste Rolland», *DBC*, XI (1977).
 34. Quelques mémoires de maîtrise sont en préparation à l'UOAM, sous la direction de chercheurs du groupe: celui de Linda Lemaire sur «L'industrie de la tonnellerie à Montréal, 1850-1900», et celui de Christian Paquin sur «La persistance de la petite production dans l'industrie de la boulangerie à Montréal, 1860-1880».
 35. Les entreprises de Maisonneuve étudiées par Paul-André Linteau fournissent une bonne illustration de ce phénomène. Voir *Maisonneuve . . .*, chap. 4.
 36. Raoul Blanchard, *L'Ouest . . .*, p. 224-296.
 37. Louise Dechêne, «La croissance de Montréal au XVIIIe siècle», *RHAF*, 27, 2 (sept. 1973): 163-179.
 38. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Les tablettes . . .»; «La croissance démographique et spatiale de Montréal dans le ler quart du 19e siècle», *Rapport et travaux, 1973-1975*, (Montréal, GRSM, 1975), 28 p.; J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871*, chap. V; «Les migrations vers Montréal et les problèmes d'adaptation, 1850-1870», communication au colloque Villes, migrants et ethnies, Montréal, octobre 1979. «The First Wave of French Canadian Migrants to Montreal, 1851-1871», communication au colloque The French Experience in North America, University of Maine at Orono, août 1981; «Urbanisation et population: le cas de Montréal en 1861», *RHAF*, 35, 4 (mars 1982): 523-535.
 39. Fernand Ouellet, «Structure des occupations et ethnicité dans les villes de Québec et de Montréal (1819-1844)», *Eléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, (Montréal, Hurtubise, 1972): 181.
 40. J. Burgess, «Les origines de la main-d'oeuvre industrielle dans la cordonnerie montréalaise au XIXe siècle: résultats préliminaires», communication au colloque Villes, migrants et ethnies, Montréal, octobre 1979; J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871*, chap. V; «Urbanisation et population . . .».
 41. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau, J.-C. Robert, «Les tablettes . . .»; «La croissance . . .»; J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871*, chap. V.
 42. Louise Dechêne et Jean-Claude Robert, «Le choléra de 1832 dans le Bas-Canada: mesure des inégalités devant la mort», Hubert Charbonneau et André Larose, dir., *The Great Mortalities: Methodological Studies of Demographic Crises in the Past / Les grandes mortalités: études méthodologiques des crises démographiques du passé*, (Liège, Union internationale pour l'étude scientifique de la population, Ordina éditions, 1979): 229-256.
 43. J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871*, chap. V; «The City of Wealth and Death: Urban Mortality in Montreal, 1821-1871», à paraître dans: J.D. McGinnis et W. Mitchenson, dir., *Essays in Canadian Medical History*.
 44. J.-C. Robert, «Urbanisation et population . . .», p. 528-531.
 45. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «La société montréalaise dans les années 1820», *Rapport et travaux, 1973-1975*, 30 p.; J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871*, chap. VII.
 46. Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, *Cadre religieux et univers culturel dans une paroisse ouvrière montréalaise: Sainte-Brigide, 1880-1914*, (thèse de M.A., histoire, UQAM, 1982).
 47. Voir en particulier Georges Duby, dir., *Histoire de la France urbaine*, tome 4, *La ville de l'âge industriel*, (Paris, Seuil, 1983), 665 p.
 48. J.I. Cooper, «The Social Structure of Montreal in 1850's», *The Canadian Historical Association Report*, 1956: 63-73; Alfred Dubuc, «Problems in the Study of the Stratification of the Canadian Society from 1760 to 1840», *The Canadian Historical Association Report*, 1965: 13-29, version française dans *Annales ESC*, 22, 4 (juillet-août 1967): 829-844, sous le titre: «Les classes sociales au Canada»; S.B. Ryerson, *Le capitalisme et la Confédération*, (Montréal, Parti-Pris, 1972); H.C. Pentland, «The Development of a Capitalistic Labour Market in Canada», *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 1959: 450-461.
 49. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Société et ethnies à Montréal (1821-1891)», communication à une table ronde sur les méthodes de l'histoire urbaine, à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, mai 1978.
 50. Michel Grenon, «Les classes sociales: problèmes de définition et de mesure», *Rapport 1972-1973*.
 51. *Ibid.*; J.-P. Bernard, «Montréal au 19e siècle: le problème de l'utilisation des données relatives aux occupations», *Rapport 1972-1973*; J.-P. Bernard, «Les occupations et la recherche en histoire sociale: position du problème», communication au colloque d'histoire sociale, Université du Québec à Chicoutimi, 6 avril 1974.
 53. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «La société montréalaise dans les années 1820», *Rapport et travaux 1973-1975*; «La structure professionnelle de Montréal en 1825», *RHAF*, 30, 3 (décembre 1976): 383-415; «Société et ethnies à Montréal (1821-1891)» communication.
 54. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Les tablettes statistiques de Jacques Viger (1825)», *Rapport 1972-1973*; «La société montréalaise dans les années 1820», *Rapport et travaux 1973-1975*; J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871 . . .*; P.-A. Linteau, «La montée du cosmopolitisme montréalais», *Questions de culture*, 2 (1982): 23-52.
 55. Notre collègue Fernande Roy prépare une thèse de doctorat sur ce sujet.
 56. P.-A. Linteau, «Origine ethnique et mobilité au sein de la bourgeoisie montréalaise», communication au colloque Franco-québécois Villes, migrants et ethnies, Montréal, 1979; J.-C. Robert, «Les notables de Montréal au XIXe siècle»; P.-A. Linteau, *Maisonneuve ou comment des promoteurs fabriquent une ville (1883-1918)*; P.-A. Linteau, «Charles-Séraphin Rodier» et «Jean-Baptiste Rolland», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XI; J.-C. Robert, «Joshua Bell» et «Louis Boyer», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. IX, «Ferdinand David», «Hector Munro», «William J. Patterson», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XI.
 57. P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Propriété foncière et société à Montréal: une hypothèse»; P.-A. Linteau, *Maisonneuve ou comment des promoteurs fabriquent une ville (1883-1918)*.
 58. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Société et ethnies à Montréal (1821-1891)», communication; P.-A. Linteau, «La montée du cosmopolitisme montréalais», *Questions de culture*, 2 (1982): 23-52.
 59. Un article récent apporte des informations intéressantes à ce sujet: Peter DeLottinville, «Joe Beef of Montreal: working class culture

- and the tavern, 1869-1889», *Labour / Le Travailleur*, 8/9, (automne-printemps 1981/82): 9-40.
60. B. Young, *George-Etienne Cartier, Montréal Bourgeois* (Kingston et Montréal, McGill-Queen's U. Press, 1981), 181 p.; *George-Etienne Cartier, bourgeois montréalais*, (Montréal, Boréal Express, 1982), 241 p.
 61. P.-A. Linteau, «Le développement du port de Montréal au début du 20^e siècle», *SHC, Communications historiques* 1972: 181-205.
 62. Michael Gauvin, *The Municipal Reform Movement in Montreal, 1866-1914*, (thèse de M.A., histoire, Université d'Ottawa, 1972); Annick Germain, «L'émergence d'une scène politique: mouvement ouvrier et mouvement de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle — Essai d'interprétation», *RHAF*, 37, 2 (septembre 1983): 185-199.
 63. J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871 . . .*
 64. Pierre Dagenais, «Le milieu physique», E. Minville, dir., *Montréal économique* (Montréal, Fides, 1943): 37-95; Raymond Tanghe, *La géographie humaine de Montréal*, (Montréal, Librairie d'Action canadienne française, 1928).
 65. Jean-Claude Marsan, *Montréal en évolution*.
 66. P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Les divisions territoriales à Montréal au 19^e siècle», *Rapport 1972-1973*.
 67. J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871 . . .*; J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «La croissance démographique et spatiale de Montréal dans le premier quart du 19^e siècle», *Rapport et travaux, 1973-1975*.
 68. P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Propriété foncière et société à Montréal: une hypothèse», *RHAF*.
 69. F. Ouellet et A. Lefort, «Denis-Benjamin Viger», *DBC*, vol. IX; J.-C. Robert, «Côme-Séraphin Cherrier», *DBC*, vol. XI.
 70. J.-C. Robert, «Ferdinand Conon David», *DBC*, vol. XI.
 71. P.-A. Linteau, *Histoire de la ville de Maisonneuve, 1883-1918*, (thèse de Ph.D., histoire, Université de Montréal, 1975); *Maisonneuve ou comment des promoteurs fabriquent une ville (1883-1918)*.
 72. Carmen Soucy-Roy, *Le quartier Sainte-Marie (1890-1900)*, (thèse de M.A., histoire, 1977); mémoires de maîtrise en rédaction de Jean-Louis Lalonde sur le village Saint Jean-Baptiste et de Gilles Lauzon sur le village de Saint-Henri; Jean-Louis Lalonde «Effectifs professionnels de Montréal et de sa banlieue», inédit.
 73. J.-C. Robert, *Montréal, 1821-1871 . . .*; P.-A. Linteau, «Le développement du port de Montréal au début du 20^e siècle»; Pierre Brouillard, *Le développement du port de Montréal, 1850-1896*, (thèse de M.A., histoire, UQAM, 1977); P.A. Linteau, *Histoire de la ville de Maisonneuve, 1883-1918*.
 74. P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «Il était une fois . . . un autre Montréal: société et conditions de vie à Montréal au XIX^e siècle», conférence au Musée des Beaux-Arts de Montréal, octobre 1976; présentée aussi en version anglaise: «Once Upon a Time. Another Montreal: Society and Living Conditions in 19th Century Montreal», Concordia University, février 1978.
 75. J.-P. Bernard, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, «La société montréalaise dans les années 1820», *Rapport et travaux 1973-1975*.
 76. Michael B. Katz, *The People of Hamilton, Canada West*, (Cambridge, Harvard U. Press, 1975); Theodore Hershberg, ed., *Philadelphia Work, Space, Family and Group Experience in the 19th Century*, (New York, Oxford U. Press, 1981).